

Syndicats et présidentielle : peu de visibilité

samedi 21 avril 2007, par [MEZZI Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 19 avril 2007).

Alors que les candidats sont interpellés comme jamais, le syndicalisme peine à se faire entendre sur les enjeux de l'élection présidentielle.

Rarement une élection aura autant suscité de demandes d'engagements, venant d'associations ou d'acteurs collectifs. Nicolas Hulot a ouvert la séquence sur l'écologie et beaucoup ont continué : ACLEFEU, Convergence des services publics, etc. Mais il y a un paradoxe : alors que les questions sociales occupent largement le devant de la scène, les syndicats semblent... effacés.

Dans une interview au mensuel *Le Peuple* de janvier 2007, Stéphane Rozès, de l'institut CSA, expliquait : « *Le syndicalisme a une contribution à apporter* » qui « *ne peut être seulement revendicative* ». Il faut « *débattre de la question des finalités* ». « *Politiser* », disait-il, c'est « *donner un sens pour la vie de la cité* ». Globalement, le syndicalisme est passé à côté de ce besoin de « politisation » au sens fort. En tant qu'acteur collectif, il n'a pas de projet. Éclaté au sujet du traité constitutionnel européen (TCE), puis rassemblé dans la lutte anti-CPE, il n'a pas su, ni voulu, traduire cette victoire en exigences offensives sur l'emploi. Certes, la CFDT n'en voulait pas. Mais la CGT n'a nullement fait connaître un contre-projet unitaire clair. C'est donc la cacophonie qui règne aujourd'hui sur le contrat première chance (CPC) de Ségolène Royal, énième montage social-libéral à destination des jeunes.

La CFDT a été la seule confédération à interpellier cinq candidats ayant « *un projet de gouvernement* » (Verts, PCF, PS, UDF, UMP) sur des questions précises, visant à déboucher sur un « *pacte social* » unissant gouvernement, patronat et syndicats. François Chérèque ferait un *casus belli* de l'abrogation de la loi Fillon sur les retraites - figurant dans le programme du PS - ou de l'abrogation de l'accord sur l'indemnisation du chômage des intermittents du spectacle. Du coup, Ségolène Royal ne dit rien sur ces questions...

La CGT a adopté une déclaration dénonçant la volonté du Medef de fabriquer un gouvernement « *totalement acquis à sa vision ultra-libérale* ». Elle distribue aux salariés un mémorandum revendicatif et une mise en alerte argumentée, mais mesurée, sur le FN. Elle s'est refusée à interpellier les candidats de manière précise, se bornant à rencontrer ceux qui le souhaiteraient. L'Union Solidaires, tout en sollicitant des rencontres avec les candidats, n'est pas très éloignée de cette attitude, avec une brochure revendicative distribuée à 30 000 exemplaires, mais sans questions précises.

Certains syndicalistes CGT (ou FSU), voulant s'engager plus en avant politiquement, ont renoué avec la pratique caricaturale du soutien explicite à une candidature (Marie-George Buffet ou José Bové). Il a donc manqué une expression syndicale montrant la continuité entre la bataille du TCE, du CPE, ou de la défense des services publics, et proposant des enjeux politiques communs ou convergents.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2201 du 19 avril 2007.